

Au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 était créé, pour la première fois dans l'histoire de la République, un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement. Depuis, des dizaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière, hommes, femmes, enfants, sont traqués, arrêtés et expulsés, y compris dans un pays en guerre comme l'Afghanistan. Voulu par le chef de l'État, mise en œuvre par ses gouvernements successifs, le ministère de l'Intérieur aujourd'hui, et soutenue par l'UMP et ses alliés à l'Assemblée, cette politique est inacceptable car elle viole des principes humanitaires élémentaires et des dispositions internationales ratifiées par la France. A cela se sont ajoutés les effets désastreux du pseudo-débat sur l'identité nationale puis la chasse aux Roms.

Pour que cesse cette situation qui porte atteinte à des droits fondamentaux, menace gravement le droit d'asile et ruine l'existence des personnes étrangères visées, nous appelons à une manifestation nationale et unitaire le 28 mai 2011 partout en France, à la date anniversaire de la création du ministère de l'Immigration qui perdure aujourd'hui sous une autre forme.

Nous exigeons sa suppression, l'arrêt immédiat de cette politique et la régularisation des sans-papiers.

**CONTRE LE RACISME  
CONTRE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION DU  
GOUVERNEMENT  
POUR LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS  
PAPIERS**

**Manifestation  
Samedi 28 mai 2011 à 14H30  
Place des Carmes à Clermont-Ferrand**

**Autres actions :**

**Mardi 17 mai à 20H Centre Jean Richepin, salle n°7, 21 rue Jean Richepin, à Clermont**  
**Débat public, *Xénophobie d'État : quelles alternatives ?***

Intervenants : Jean-Louis Borie (avocat, vice-président du SAF) Maurice Daubannay (ancien correspondant de la Défenseure des enfants à Clermont-Ferrand), Corinne Mialon (militante de RESF).

**Mercredi 25 mai à 20H30 au cinéma le Rio :**

**Projection-débat avec le film *Illégal* d'Olivier Masset-Depasse**

Premiers signataires : RESF-RUSF, LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, CIMADE, DAL, FRANCAS, FSU, SOLIDAIRES, CGT, SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE, UNEF, NPA, EUROPE-ÉCOLOGIE-LES VERTS, PARTI SOCIALISTE, PARTI DE GAUCHE, PCF...